

Xavier DELGRANGE,
Conseil d'État,
rue de la Science, 33
B-1040 Bruxelles

xavier.delgrange@usaintlouis.be

xavier.delgrange@ulb.ac.be

Bruxelles, le 23 octobre 2020

CURRICULUM VITAE

I. FORMATION ET CONCOURS

- 1995 Premier lauréat du concours d'auditeur et de référendaire au Conseil d'État
- 1989 Deuxième lauréat du concours de référendaire à la Cour constitutionnelle
- 1984-1987 Licences en droit à l'Université Catholique de Louvain (distinction)
- 1982-1984 Candidatures en droit aux Facultés Notre Dame de la Paix à Namur
- 1976-1982 Humanités à l'Athénée royal de Virton

II. CARRIÈRE AU CONSEIL D'ÉTAT

- Depuis 2009 Premier auditeur chef de section (27 septembre 2009), affecté à la section de législation, en charge notamment des matières constitutionnelles, des droits et liberté, de la Justice et du contentieux constitutionnel et administratif
- 2006-2009 Premier auditeur (7 juillet 2006)
- 1997-2006 Auditeur affecté à la section de législation (25 juin 1997), en charge notamment des matières constitutionnelles, de l'enseignement, des droits et liberté et du contentieux administratif
- 1996-1997 Auditeur adjoint (29 octobre 1996)
- 1995-1996 Référendaire adjoint (7 juillet 1995)

III. CARRIÈRE UNIVERSITAIRE

Depuis 2019 Maître de conférences à l'Université Saint-Louis – Bruxelles

Depuis 2007 Maître de conférences à l'Université libre de Bruxelles

« Droit de l'enseignement », dans le Master en sciences de l'éducation

Depuis 1999 Chargé d'enseignement à l'Université Saint-Louis – Bruxelles

« Justice & Politique », cours interfacultaire de troisième baccalauréat (depuis 2005)

Coordination du cours « Fondements de la neutralité » de l'Académie Louvain et enseignement de sa partie juridique (depuis 2007)

« Droit constitutionnel », seconde candidature en sciences politiques à horaire décalé (de 1999 à 2013)

1997-2006 Assistant à la Faculté de droit des Facultés Universitaires Saint-Louis

1990-1995 Chargé de cours à l'I.S.C. Saint-Louis à Bruxelles

1988-1995 Assistant au Centre de droit régional de la Faculté de droit de Namur

1987-1988 Chercheur au Centre de droit régional de la Faculté de droit de Namur

IV. ACTIVITÉS SCIENTIFIQUES

1. Dans les centres de recherche

Depuis 2019 Membre associé du Centre Chaïm Perelman, le Centre de philosophie du droit de l'Université Libre de Bruxelles

Depuis 2018 Chercheur partenaire du SoDRUS, le Centre de recherche Société, Droit et Religion de l'Université de Sherbrooke, Québec

Depuis 1996 Membre du CIRC, le Centre Interdisciplinaire de Recherches constitutionnelles de l'Université Saint-Louis – Bruxelles. A ce titre, outre l'implication dans la direction du centre, j'ai peu à peu assumé des tâches d'encadrement de jeunes chercheurs, assistants et doctorants.

1987-1995 Membre du Centre de droit régional (Université de Namur)

2. Comité d'encadrement de thèses de doctorat

Membre du comité d'encadrement de la thèse de doctorat de Mathias EL BERHOUMI, promue par Hugues DUMONT, intitulée « Le régime juridique de la liberté d'enseignement à l'épreuve des politiques scolaires », soutenue le 24 septembre 2012 à l'Université Saint-Louis

Membre du comité d'encadrement de la thèse de doctorat de Nathalie RAES, promue par Jose-Luis WOLFS, intitulée « Questionnement sur l'introduction d'un cours d'éducation à la philosophie et à la citoyenneté dans l'enseignement fondamental et secondaire et état des lieux de la situation autour des cours philosophiques en Fédération Wallonie-Bruxelles », à l'Université Libre de Bruxelles (en cours)

3. Dans les revues

Depuis 2018 Rédacteur en chef des *Cahiers du CIRC*

Depuis 1997 Membre du Comité de rédaction d'*Administration publique*

1996 - 2010 Membre du comité de rédaction de la *Revue régionale de droit*

Depuis 1994 Membre du comité de rédaction de la *Revue belge de droit constitutionnel*

4. Publications

La liste des publications est répartie selon les matières suivantes : droit constitutionnel et droit public général (a), droit constitutionnel institutionnel (b), droit juridictionnel (c), droits humains (d), droit de l'enseignement (e).

a) *droit constitutionnel et droit public général*

1. « Le professeur, le sénateur et le juge face à la loyauté fédérale », dans : *La loyauté, Mélanges offerts à Etienne Cerexhe*, Bruxelles, Larcier, 1997, pp. 97-111
2. Avec Luc DETROUX et Hugues DUMONT, « La régulation en droit public », dans : Benoît JADOT et François OST (dir.), *Elaborer la loi aujourd'hui, mission impossible ?*, Bruxelles, F.U.S.L., 1999, pp. 35-106
3. Avec Hugues DUMONT, « Le rythme des révisions constitutionnelles et l'hypothèse de l'accélération du temps juridique », dans : Philippe GÉRARD, François OST et Michel VAN DE KERCHOVE (dir.), *L'accélération du temps juridique*, Bruxelles, F.U.S.L., 2000, pp. 413-468; *A.P.T.*, 1999/3, pp. 210-235
4. « De la pyramide au réseau ? Pour une théorie dialectique du droit de François Ost et Michel van de Kerchove », *Journal du Juriste*, 2002, n° 16, p. 14
5. Avec Hugues DUMONT et Sébastien VAN DROOGHENBROECK, « La procédure de révision de la Constitution : suggestions », dans : Francis DELPÉRÉE (dir.), *La procédure de révision de la Constitution*, Bruxelles, Bruylant, 2003, pp. 137-163
6. Avec Bruno LOMBAERT, « La loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs : questions d'actualité », dans : Pierre JADOUL et Sébastien VAN DROOGHENBROECK, *La motivation formelle des actes administratifs : une exigence contagieuse*, Bruges, La Charte, 2005, pp. 1-68
7. Avec Luc DETROUX, « Les limites constitutionnelles à la privatisation », dans : Bruno LOMBAERT (dir.), *Les partenariats publics-privés : un défi pour le droit des services publics*,

Bruges, La Charte, 2005, pp. 33-85

8. « Le code de la codification, présentation des avis de la section de législation du Conseil d'État n° 49.337/4 du 6 avril 2011 et n° 50.115/2/V du 23 août 2011 », *Administration publique*, 2011/4, pp. 432-437
9. « Dossier réforme de l'État: article 195 de la Constitution. Introduction. La procédure temporaire de révision de la Constitution. Une transition vers...? », *Administration publique*, 2012/3, pp. 580-581
10. Avec Luc DETROUX, « La soft law intralégislative : les lois dépourvues de contenu normatif ou mollis lex sed lex », dans Isabelle HACHEZ et al. (dir.), *Les sources du droit revisitées, Volume 2, Normes internes infraconstitutionnelles*, Limal, Anthémis, 2012, pp. 147-197
11. Avec David KOUSSENS, « Les nouveaux arcabouts de la laïcité belge pilarisée », actes du colloque *Pilarisé un jour, pilarisé toujours ? Approche multidisciplinaire du clivage philosophique dans la Belgique contemporaine*, organisé par le Centre interdisciplinaire d'étude des religions et de la laïcité de l'Université libre de Bruxelles, 27-28 février 2018, Bruxelles, Crisp, 2019, pp. 33-49
12. Avec Luc DETROUX, « La délibération parlementaire, gage de la qualité de la loi pour une meilleure protection des droits fondamentaux ? », dans : Luc DETROUX, Mathias EL BERHOUMI et Bruno LOMBAERT (dir.), *La légalité, un principe de la démocratie belge en péril ?*, Bruxelles, Larcier, 2019, pp. 739-793

b) droit constitutionnel institutionnel

1. Avec Étienne CEREXHE, « Les connaissances linguistiques des mandataires communaux », *Journal des Tribunaux*, 1989, pp. 153-160
2. « Qui est compétent pour fixer les conditions de fournitures de gaz et d'électricité », *Revue régionale de droit*, 1989, pp. 107-110
3. *Les compétences régionales en matière de distribution de gaz et d'électricité, premiers commentaires de la loi spéciale du 8 août 1988*, Namur, 15 septembre 1989, 161 pages
4. Coordination de la publication des actes du colloque sur *Les intercommunales*, Namur-Bruxelles, La Charte, 1989, 179 pages

Dans ces actes:

- « Les intercommunales interrégionales », pp. 105 à 118
- « Conclusion », pp. 151 à 154

5. Coordination de la publication des actes du colloque sur *L'union économique et l'unité monétaire en Belgique*, Namur-Bruxelles, La Charte, 1993, 214 pages

Dans ces actes:

- avec Jean-Paul KEPPELNE, « Convergences et divergences dans le contrôle juridictionnel en matière de non-discrimination », pp. 68-119
- « Conclusions, l'union économique et l'unité monétaire, un principe constitutionnel », pp. 195-207

6. « La Cour d'arbitrage permet à la Flandre de développer une sécurité sociale complémentaire à celle organisée par l'autorité fédérale, commentaire C.A., arrêt n° 33/2001

- du 13 mars 2001 », *Journal du Juriste*, 2001, n° 1, p. 6
7. « La Cour d'arbitrage momifie la compétence fédérale en matière de sécurité sociale, observations sous C.A., arrêt n° 33/2001 du 13 mars 2001 », *Revue belge de droit constitutionnel*, 2001/2, pp. 209-240
 8. Avec Luc DETROUX, « Tout s'achète, même les compétences. Le 'pouvoir de dépenser' fleurit sur le terreau de l'autonomie fiscale », *Journal du Juriste*, 2002, n° 9, p. 4
 9. Avec Hugues DUMONT, « Bruxelles et l'hypothèse de la défédéralisation de la sécurité sociale », dans : Philippe CATTOIR, Philippe DE BRUYCKER, Hugues DUMONT, Henri TULKENS et Els WITTE (dir.), *Autonomie, solidarité et coopération quelques enjeux du fédéralisme belge au XXIème siècle*, Bruxelles, Larcier, 2002, pp. 235-264
 10. « Les matières réservées. Faut-il choisir entre rationalité et constitutionnalité ? » dans : Francis DELPÉRÉE (dir.), *Les lois spéciales et ordinaire du 13 juillet 2001, La réforme de la Saint-Polycarpe*, Bruxelles, Bruylant, 2002, pp. 45-66
 11. « La Cour d'arbitrage absout Saint-Polycarpe », *Journal du Juriste*, 2003, n° 21, p. 4
 12. Avec le CIRC, « La Cour d'arbitrage et Saint-Polycarpe : un brevet de constitutionnalité mal motivé », *Journal des tribunaux*, 2003, pp. 521-537
 13. Avec Ann MARES et Petra MEIER, « La représentation flamande dans les communes bruxelloises », dans : Els WITTE, André ALEN, Hugues DUMONT, Pierre VANDERNOOT et Roel DE GROOF, *Les dix-neuf communes bruxelloises et le modèle bruxellois*, Bruxelles, Larcier, 2003, pp. 311-339
 14. « La sécurité routière à la croisée des chemins, la Cour d'arbitrage contribue à sa régionalisation », *Journal du Juriste*, n° 37, décembre 2004, p. 8
 15. Avec Nicolas LAGASSE et Jeroen VAN NIEUWENHOVE, « De hervorming van de instellingen en de herzieningsverklaring van 2007. Een grondwettelijke verkenning van enkele voorstellen », *Chroniques de Droit Public-Publiekrechtelijke Kronieken*, 2008/1, pp. 3-38
 16. « La coopération des parlements, présentation de l'avis de la section de législation du Conseil d'État n° 48.754-5/AG du 15 décembre 2010 », *Administration publique*, 2011/2, pp. 173-180
 17. « L'interdiction de dépenser, règle d'Airain du fédéralisme belge », observations sous C.C., arrêt n° 184/2011 du 8 décembre 2011, *Administration publique*, 2012/1, pp. 146-156
 18. « Les enjeux et les risques de la constitutionnalisation et de la défédéralisation des allocations familiales », dans Willy VAN ECHOUTTE, Daniel DUMONT et Rik CARTON (coord.), *La communautarisation des allocations familiales*, Brugge, la Charte, 2013, pp. 45-62
 19. « La défédéralisation de la sécurité sociale, en quête de cohérence ou saut dans l'inconnu ? », *Administration publique*, 2013/1, pp. 1-15
 20. « La défédéralisation de la sécurité sociale : un risque pour la société et un défi pour les juges », dans : Joëlle SAUTOIS et Marc UYTENDAELE (dir.), *La sixième réforme de l'Etat. Tournant historique ou soubresaut ordinaire ?*, actes du colloque des 25 et 26 avril 2013 organisé par le Centre de droit public de l'Université Libre de Bruxelles, Limal, Anthémis, 2013, pp. 411-427
 21. Avec Mathias EL BERHOUMI, « Le découpage des compétences régionales et communautaires

- à Bruxelles ou la tentation de la transgression », dans Pierre-Olivier DE BROUX, Bruno LOMBAERT et Dimitri YERNAULT (dir.), *Le droit bruxellois. Un bilan après 25 ans d'application (1989-2014)*, actes du colloque des 23 et 24 avril 2014, Bruxelles, Larcier, 2016, pp. 67-98
22. Avec Philippe BOUVIER, « La Cour constitutionnelle dessine le fédéralisme à la belge », acte du Colloque à Paris du 17 mars 2016, dans : Gilles GUGLIELMI, *De l'autonomie au séparatisme. Compétences, financements et citoyennetés*, Paris, Berger-Levrault, 2017, pp. 115-130
 23. « Envoi : digérer la défédéralisation de la sécurité sociale pour, enfin, mener des politiques », conclusions du colloque organisé par le Creco en juin 2015 à Louvain-La-Neuve, *La sécurité sociale dans l'État fédéral*, Limal, Anthémis, 2017, pp. 87-116
 24. Avec Mathias EL BERHOUMI, « La répartition belge des compétences en matière de handicap », dans : Isabelle HACHEZ et Jogchum VRIELINK (dir.), *Les grands arrêts en matière de handicap*, Bruxelles, Larcier, 2020, pp. 100-119
- c) droit juridictionnel**
1. « Quelques modifications concernant les questions préjudicielles posées à la Cour d'arbitrage », *Revue régionale de droit*, 1989, pp. 261-264
 2. Avec Paul-Emmanuel GHISLAIN, note sous C.A., 27 avril 1989, *Revue régionale de droit*, 1989, pp. 274-278
 3. « Quand la Cour d'arbitrage s'inspire de la Cour de Strasbourg », note sous C.A., arrêt 23/89 du 13 octobre 1989, *Revue régionale de droit*, 1989, pp. 619-622
 4. Compte rendu du colloque « La crise du juge, 1789-1989 », *Journal des tribunaux*, 1990, pp. 14-15
 5. « La nouvelle procédure de suspension devant le Conseil d'Etat, un pas quasi-involontaire dans la bonne direction », *Revue régionale de droit*, 1990, pp. 39-48
 6. « La Cour d'arbitrage enfonce un coin dans le bloc de constitutionnalité organisant la répartition des compétences législatives », note sous C.A., arrêt n° 8/90 du 7 février 1990, *Revue régionale de droit*, 1990, pp. 166-170
 7. « Les articles 6 et 6bis de la Constitution, des dispositions longue portée », *Revue régionale de droit*, 1990, pp. 422-434
 8. Avec Louis LE HARDY DE BEAULIEU, « Quelques effets normatifs de l'interprétation téléologique », dans : *Le recours aux objectifs de la loi dans son application, travaux préparatoires du congrès du 10-12 septembre 1990*, Bruxelles, Story-scientia, 1990, pp. 287-300
 9. « L'astreinte dans le contentieux administratif, le nouvel article 36 des lois coordonnées sur le Conseil d'État », *Revue régionale de droit*, 1991, pp. 11-23
 10. « L'accélération de la procédure devant la section d'administration du Conseil d'État », *Revue régionale de droit*, 1991, pp. 105-108

11. « Dialogue de juges sur la paternité », note sous C.A., arrêt n° 63/92 du 8 octobre 1992, *Revue régionale de droit*, 1992, pp. 543-545
12. Avec Jean-Paul KEPPELNE, « Convergences et divergences dans le contrôle juridictionnel en matière de non-discrimination », dans Xavier DELGRANGE (coord.), *L'union économique et l'unité monétaire en Belgique*, Namur-Bruxelles, La Charte, 1993, pp. 68-119
13. « La Cour d'arbitrage et le citoyen », dans : Francis DELPÉRÉE, Anne RASSON-ROLAND et Marc VERDUSSEN (dir.), *Regards croisés sur la Cour d'arbitrage, 10 ans de jurisprudence constitutionnelle*, Bruxelles, Bruylant, 1995, pp. 231-248
14. Avec Patrick VAN YPERSELE, « Le juge du fond, la Cour d'arbitrage et la Cour de justice », note sous C.J.C.E., arrêt du 9 août 1994, Lancry, *Revue belge de droit constitutionnel*, 1995, pp. 413-431
15. Avec Patrick VAN YPERSELE, « La révolution discrète », observations sous C.A., arrêt n° 6/97 du 19 février 1997, *Journal des tribunaux*, 1997, pp. 430-434
16. Note sous C.E., arrêts n° 79.761 du 2 avril 1999 et n° 79.783 du 8 avril 1999, *Revue régionale de droit*, 1999, pp. 214-215
17. « Ébauche d'une comparaison des contrôles préventifs et curatifs exercés par la section de législation du Conseil d'Etat et par la Cour d'arbitrage », dans : Bernard BLERO (éd.), *Le Conseil d'État cinquante ans après sa création*, Actes du colloque des 19 et 20 décembre 1996, Bruxelles, Bruylant, 1999, pp. 121-157
18. « L'exigence d'un intérêt pour agir devant la Cour d'arbitrage pourrait-elle rendre certaines lois inattaquables ? », *Journal du Juriste*, 2003, n 18, pp. 6-7
19. Avec Sébastien VAN DROOGHENBROECK, « Est-ce toujours dans les vieilles casseroles que l'on fait les meilleures soupes ? À propos des relations entre pouvoir politique et pouvoir juridictionnel », dans : Centre de droit public de l'ULB, *Le droit public existe-t-il ?*, 2007, <http://dev.ulb.ac.be/~droitpub/Accueil.1.0.html>, 18 pages
20. « A la recherche du nomologue », numéro spécial 125^e anniversaire du *Journal des tribunaux*, 2007, pp. 298-300
21. Avec Nicolas LAGASSE, « La création des juridictions administratives par les communautés et les régions », dans : Hugues DUMONT, Pierre JADOUÏ et Sébastien VAN DROOGHENBROECK (dir.), *La protection juridictionnelle du citoyen face à l'administration*, Bruxelles, La Charte, 2007, pp. 487-524
22. Avec Nicolas LAGASSE, « La liberté d'expression du juge : comment descendre de sa tour d'ivoire en demeurant au dessus de la mêlée ? », dans Jacques ENGLEBERT (dir.), *Questions de droit judiciaire inspirées par "l'affaire Fortis"*, Bruxelles, Larcier, 2011, pp. 187-228
23. « La désobéissance civile, seul recours effectif contre la loi ? », observations sous Cour constitutionnelle, arrêt n° 148/2011 du 5 octobre 2011, *Journal des tribunaux*, 2011, pp. 709-711
24. « Le Président du Parlement et les briseurs de grève », présentation de l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat n° 52.360/AG du 26 novembre 2013, *Administration Publique*, 2015/1, pp. 84-86

25. « La Cour de cassation refuse le contrôle de légalité incident lorsqu'un recours est ouvert devant une juridiction administrative, ballon d'essai ou erreur sans lendemain ? », note sous Cass., 11 mars 2015, *Administration Publique*, 2015/3, pp. 511-521
26. « Le Conseil d'État a retrouvé son bandeau », dans : *Les visages de l'État, Liber amicorum Yves Lejeune*, Bruxelles, Bruylant, 2017, pp. 201-216
27. « Les juridictions administratives fédérées érodent la parité linguistique au Conseil d'État », *Pyramides*, n° 29-2017, pp. 231-247
28. Avec Hugues DUMONT, Céline ROMAINVILLE et Marc VERDUSSEN, « Belgique », dans : « Juge constitutionnel et interprétation des normes », *Annuaire International de Justice Constitutionnelle*, XXXIII, 2017, Paris/Aix-en-Provence, Economica/Presses universitaires d'Aix-Marseille, 2018, pp. 165-200
29. « Les cours suprêmes à l'épreuve du foulard islamique », dans Éric CARPANO et Marie-Laure BASILIEN-GAINCHE (dir.), *Quel état de droit dans une Europe en crise ?*, actes du colloque de Lyon des 11 et 12 octobre 2018, *Revue des droits et libertés fondamentaux*, 2019, chron. n° 54, www.revuedlf.com/droit-fondamentaux/les-cours-supremes-a-lepreuve-du-foulard-islamique-en-milieu-scolaire.

d) droits de humains

1. Avec Patrick VAN YPERSELE, « Action en cessation et droit de réponse », note sous Com. Verviers, 10 février 1987, *Revue Régionale de Droit*, 1987, pp. 404-409
2. « La presse est libre, mais encore ? », *La Revue nouvelle*, 1988, n°3, pp. 229-238
3. « Les coupures d'énergie, exceptions d'inexécution ou traitements inhumains ? », note sous Bruxelles, 25 février 1988, *Revue Régionale de Droit*, 1988, pp. 208-216
4. « Les atteintes au droit de propriété et les droits de l'homme », dans : *Actes du colloque sur La conservation du patrimoine culturel immobilier*, 6 septembre 1990, Namur, Faculté de droit
5. Avec Louis LE HARDY DE BEAULIEU, « Responsabilité des pouvoirs publics et rétroactivité de la loi, le cas du pilotage des bâtiments de mer », *Revue générale des assurances et responsabilités*, 1991, n° 11.756
6. « Les cadres linguistiques face au principe d'égalité », note sous C.E., arrêt n° 25.968 du 11 décembre 1990, Vanoirbeek, *Revue régionale de droit*, 1991, pp. 200-204
7. « Le principe d'égalité et de non-discrimination face au fédéralisme en Belgique », dans : Pierre PATENAUDE (dir.), *Québec-Communauté française de Belgique : autonomie et spécificité dans le cadre d'un système fédéral, Actes du colloque de Sherbrooke du 22 mars 1991*, Montréal, Wilson et Lafleur, 1991, pp. 169-203
8. Note sous C.A., arrêt n° 20/92 du 12 mars 1992, *Revue régionale de droit*, 1992, pp. 341-344
9. « Fédéralisme et protection des minorités », dans : *La Constitution fédérale du 5 mai 1993, Actes des journées d'études de Louvain-La-Neuve des 6 et 7 mai 1993*, Bruxelles, Bruylant, 1993, pp. 67-85
10. « La proteccio de les minorites : mecanismes institucionals i jurisdiccional »,

Actes du séminaire sur la Belgique fédérale organisé par l'Institut d'Estudis Autonomics Barcelone le 11 juin 1993, Barcelone, Institut d'Estudis Autonomics, 1994, n° 44, pp. 55-106

11. Avec Hugues DUMONT, « La loi du Pacte culturel et la directive de l'équilibre idéologique et philosophique dans les nominations : sagesse ou monstruosité ? À propos de l'arrêt de la Cour d'arbitrage du 15 juillet 1993 (n° 65/93) », *Journal des Tribunaux*, 1994, pp. 2-12
12. « Le fédéralisme belge : la protection des minorités linguistiques et idéologiques », *Revue du droit public en France et à l'étranger*, 1995, pp. 1157-1202
13. Avec Jan CLEMENT, « La protection des minorités / De bescherming van de minderheden », dans : *Bruxelles et son statut - Het statuut van Brussel*, Bruxelles, Larcier, 1999, pp. 357-395
14. « Qui peut consacrer le droit de l'administré à la motivation formelle des actes administratifs ?, commentaire C.A., arrêt n° 55/2001 du 8 mai 2001 », *Journal du Juriste*, 2001, n° 4, p. 6
15. « 'Et pourtant elle tourne', commentaire C.E., arrêt n° 98.735 du 7 septembre 2001, Jadot », *Journal du Juriste*, 2001, n° 5, p. 6
14. Avec Sébastien VAN DROOGHENBROECK, « Le Conseil de l'Europe voit la Belgique en minorité(s) », *Journal du Juriste*, 2002, n° 11, p. 5
15. Avec Sébastien VAN DROOGHENBROECK, « Le Conseil de l'Europe voit la Belgique en minorité(s) : suite », *Journal du Juriste*, 2002, n° 15, p. 10
16. Avec Sébastien VAN DROOGHENBROECK, « La signature de la Convention-Cadre sur la protection des minorités nationales et les mesures de protection des minorités contenues dans les lois spéciales », *Administration publique (trimestriel)*, n° spécial "St-Polycarpe, Lombard et St-Boniface : une réforme à plusieurs visages", 2002, pp. 273-287
17. Avec Hugues DUMONT, « Le principe de pluralisme face à la question du voile islamique en Belgique », *Droit et Société*, n° 68, 2008, pp. 75-108
18. « La démocratie voilée », note sous C.E., arrêt n° 175.886 du 18 octobre 2007, *Revue régionale de droit*, 2007, pp. 363-384
19. Avec Sébastien VAN DROOGHENBROECK, « Le Conseil de l'Europe met les pieds dans le plat pays », *Journal des tribunaux*, 2009, pp. 113-116.
20. Avec Isabelle HACHEZ, « La prise en compte de la pratique dans l'appréciation du standstill : une indéniable source de complexité », dans Isabelle HACHEZ et al. (dir.), *Les sources du droit revisitées, Volume 3, Normativités concurrentes*, Limal, Anthémis, 2012, pp. 137-178
21. « Quand la burqa passe à l'Ouest, la Belgique perd-elle le nord ? », dans David KOUSSENS et Olivier ROY (dir.), *Quand la burqa passe à l'Ouest. Enjeux éthiques, politiques et juridiques*, Presses universitaires de Rennes (collection "Sciences religieuses"), 2013, pp. 197-236
22. Avec Isabelle HACHEZ, « Qui n'avance pas... », commentaire de C.C., arrêt n° 53/2013 du 18 avril 2013, *Administration publique*, 2013/3, pp. 298-308
23. Avec Hélène LEROUXEL, « La déclaration universelle des droits de l'homme », dans Sébastien VAN DROOGHENBROECK (dir.), *Le droit international et européen des droits de l'homme devant le juge national*, Bruxelles, Larcier, 2014, pp. 15-23

24. « De l'ensemble indissociable à l'interprétation conciliante », dans Sébastien VAN DROOGHENBROECK (dir.), *Le droit international et européen des droits de l'homme devant le juge national*, Bruxelles, Larcier, 2014, pp. 145-159
25. Avec Isabelle HACHEZ, « Le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels », dans Sébastien VAN DROOGHENBROECK (dir.), *Le droit international et européen des droits de l'homme devant le juge national*, Bruxelles, Larcier, 2014, pp. 246-260
26. Avec Mathias EL BERHOUMI, « Pour vivre ensemble, vivons dévisagés. Le voile intégral sous le regard des juges constitutionnels belge et français », observations sous Cons. const. (fr.), 7 octobre 2010 et C. const. (b.), n° 145/2012, 6 décembre 2012, *Revue trimestrielle des droits de l'homme*, 99/2014, pp. 635-661
27. Avec Hélène LEROUXEL, « L'accommodement raisonnable, bouc émissaire d'une laïcité inhibitrice », dans : Emmanuelle BRIBOSIA et Isabelle RORIVE (dir.), *L'accommodement raisonnable de la religion en Belgique et au Canada. Comparaison des contextes juridiques, sociaux et politiques*, actes du colloque des 26-27 avril 2011, Bruxelles, P.I.E. Peter Lang, 2015, pp. 203-286
28. Avec Hélène LEROUXEL, « Circoncision, question politique », *Revue politique*, mars-avril 2015, pp. 56 à 60
29. Avec Louis-Léon CHRISTIANS et Hélène LEROUXEL, « La circoncision rituelle en droit belge », dans Vincente FORTIER (dir.), *La circoncision rituelle, enjeux de droit, enjeux de vérité*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 2016, pp. 160-176
30. Avec Hélène LEROUXEL, « La circoncision rituelle en Europe : vers une tension entre la liberté de religion des parents et l'intégrité physique de l'enfant ? » dans David KOUSSENS, Marie Pierre ROBERT, Stéphane BERNATCHEZ, Claude GÉLINAS (dir.), *La religion hors-la-loi : l'État libéral à l'épreuve des religions minoritaires*, actes du colloque de Sherbrooke des 2 et 3 octobre 2014, Bruxelles, Bruylant, 2016, pp. 155-186
31. « Arrêt 'IR' : l'entreprise de tendance, de Strasbourg à Luxembourg », Observations sous C.J.U.E. (grande chambre), arrêt 11 septembre 2018, IR c. JQ, C-68/17, *Journal de droit européen*, 2019, pp. 17-19
32. Avec Sébastien VAN DROOGHENBROECK, « Le principe de proportionnalité : retour sur quelques espoirs déçus », *Revue du droit des religions*, n° 7, mai 2019, pp. 41-61
33. Avec Hélène LEROUXEL, « L'accommodement raisonnable éclot entre égalité formelle, légalité et neutralité », *Revue du droit des religions*, n° 7, mai 2019, pp. 109-129
34. Avec David KOUSSENS, « Quelles laïcité en salle d'audience ? À propos de quelques arrêts canadiens et européens sur le port de symboles religieux dans les prétoires », *Revue trimestrielle des droits de l'homme*, 118/2019, pp. 447-475
35. « L'entreprise de tendance, c'est tendance ! (obs. sous C.J.U.E., Gde Ch., arrêt Egenberger, 17 avril 2018 et Gde Ch., IR, 11 septembre 2018) », *Revue trimestrielle des droits de l'homme*, 119/2019, pp. 655-686
36. « Un regard belge sur le rapport relatif à la laïcité dans la Justice », dans : Mathilde PHILIP-GAY (dir.), *La laïcité dans la Justice*, rapport destiné à la mission de recherche Droit & Justice (Ministère de la Justice et CNRS), octobre 2019, Université Lyon III Jean Moulin, pp. 165-190, www.gip-recherche-justice.fr/publication/la-laicite-dans-la-justice-2/

37. « Les laïcités belges enchâssées dans la Constitution ? », actes du Forum du 15 février 2019, « Welke Grondwet na 2019 ? Quelle Constitution après 2019 ? », *Chroniques de Droit Public-Publiekrechtelijke Kronieken*, à paraître
38. Avec Véronique GHESQUIÈRE, « Les aménagements raisonnables, des instruments obligatoires pour tendre vers l'égalité de traitement », dans : Isabelle HACHEZ et Jogchum VRIELINK (dir.), *Les grands arrêts en matière de handicap*, Bruxelles, Larcier, 2020, pp. 315-343
39. « Faut-il enchâsser la laïcité politique dans la Constitution belge ? », dans : Xavier DELGRANGE (dir.), *Les débats autour de l'inscription de la laïcité politique dans la Constitution belge*, Cahier du CIRC n° 4, juillet 2020, pp. 3-76 www.circ.usaintlouis.be/la-recherche/home-v3/lescahiers-du-circ/

e) **droit de l'enseignement**

1. Note sous C.A., arrêt n° 32/93 du 22 avril 1993, *Revue régionale de droit*, 1993, pp. 221-223
2. “L'égalité dans l'enseignement à la lecture de la jurisprudence de la Cour d'arbitrage”, dans : *Quels droits dans l'enseignement ? Enseignants, parents, élèves*, Actes du colloque de Namur des 13 et 14 mai 1993, Namur-Bruxelles, La Charte, 1994, pp. 51-92
3. « Analyse juridique de l'élaboration du décret ‘missions’ » dans : H. DUMONT et M. COLLIN, *Le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement, approche interdisciplinaire*, Bruxelles, F.U.S.L., 1999, 19-78
4. Avec Constantin NIKIS, « L'exigence de légalité en matière d'enseignement. La jurisprudence de la Cour d'arbitrage et du Conseil d'Etat relative à l'article 24, § 5, de la Constitution », *Administration publique (trimestriel)*, 2000/3, pp. 203-235
5. « Le Conseil d'État décline toute compétence à l'égard des établissements d'enseignement libre, vers l'abandon du critère fonctionnel pour définir l'autorité administrative ? », observations sous C.E., assemblée générale, arrêts n° 93.104 du 6 février 2001, Missorten et n° 93.289 du 13 février 2001, Deschutter, *Revue régionale de droit*, 2000, pp. 521-542
6. « Le décret ‘mission’ de l'enseignement face aux pédagogies alternatives : chronique d'une annulation annoncée, commentaire C.A., arrêt n° 49/2001 du 18 avril 2001 », *Journal du Juriste*, 2001, n° 2, p. 5
7. « Les cours de philosophie et la Constitution, éléments de réflexion à propos du Rapport introductif portant sur “l'introduction de davantage de philosophie dans l'enseignement, que ce soit à court ou à long terme” déposé par Mme Wynants », *Les Cahiers du CIRC*, n° 1, 2002, 19 pages
8. « Le financement de l'enseignement et l'égalité entre les réseaux », *Administration publique (trimestriel)*, n° spécial “St-Polycarpe, Lombard et St-Boniface : une réforme à plusieurs visages”, 2002, pp. 303-310
9. « La Cour d'arbitrage et l'enseignement libre devant le Conseil d'État », *Journal du Juriste*, 2003, n° 22, p. 11
10. « Le droit à l'enseignement, théâtre de l'éternel combat de la liberté contre l'égalité », *Journal du Juriste*, 2004, n° 28, pp. 1 et 5

11. « Interdire le foulard à l'école ? Quand le législateur se voile la face », *Journal du Juriste*, 2004, n° 29, pp. 14-15 (notes infrapaginales dans le n° 30, p. 10)
12. « Les droits d'inscription complémentaires sont condamnés », *Journal du Juriste*, n° 40, mars 2005, p. 13
13. « S.O.S. Bonheure », note sous Cass., 6 septembre 2002, Meulenijzer/Instituut Zusters van de Onbevleete Ontvangenis (n° C.01.0382.N) et Leman/Katholiek Universiteit Leuven (n° C.02.0177.N); C.A., arrêt n° 41/2003 du 9 avril 2003, *Revue critique de jurisprudence belge*, 2005/1, pp. 1-82
14. « Les avantages sociaux, baromètre de la concurrence loyale entre les établissements d'enseignement », note sous Cass., 18 novembre 2004, Selleslaghs/Commune d'Evere (n° C.02.0264.F), *Revue de droit communal*, 2005/4, pp. 54-63
15. « Les écoles francophones dans les communes à facilité, l'hallali ou nanani nanère ? », *Journal du Juriste*, n° 44, septembre 2005, pp. 4-5
16. « La Communauté française devra-t-elle financer la sécurité sociale des enseignants ? », *Journal du Juriste*, n° 47, décembre 2005, p. 6
17. « Plaidoyer pour une étude de droit comparé intrafédéral de l'enseignement, une ébauche sur le thème des cours philosophiques à l'école », numéro anniversaire de *Tijdschrift voor Onderwijsrecht en Onderwijsbeleid*, 2006-2007, pp. 319-335
18. « La liberté académique », dans : *Itinéraires d'un constitutionnaliste, en hommage à Francis Delpérée*, Bruxelles, Bruylant, 2007, pp. 407-424
19. « La neutralité de l'enseignement en Communauté française », *Administration publique*, 2007-2008/2, pp. 119-160
20. « Flamands et francophones contraints de coopérer pour gérer les écoles de la périphérie », *Eduquer*, n° 62, mars 2008, pp. 4-6
21. Avec Hugues DUMONT, « Les compromis constitutionnels et la loyauté dans le fédéralisme coopératif belge. Les principes en jeu dans les conflits d'intérêts relatif aux écoles francophones des communes périphériques », dans : *Liber Amicorum Michel Mahieu*, Bruxelles, Larcier, 2008, pp. 407-430
22. « La neutralité dans l'enseignement : repères historiques et juridiques », dans : Bernadette WIAME (dir.), *Enseignant et neutre ?*, Bruxelles, De Boeck, 2008, pp. 17-37
23. Avec Laurence VANCRAVEBECK, « Le statut juridique des écoles européennes en droit public belge et européen », dans : Roel De Groof (ed.), *Bruxelles et l'Europe*, Actes du colloque international des 18 et 19 décembre 2006, Bruxelles, ASPeditons, 2008, pp. 435-454
24. Avec Luc DETROUX, « Les menaces sur le service public de l'enseignement », dans : Hugues DUMONT et al. (dir.), *Le service public : entre menaces et renouveau*, actes du colloque du 27 novembre 2008 aux Facultés universitaires Saint-Louis, Bruges, La Charte, 2009, pp. 231-296
25. « L'enseignement et les étrangers, synthèse des travaux en atelier », dans Jean-Yves CARLIER (dir.), *L'étranger face au droit*, XXe Journées juridiques Jean Dabin des 13-14 novembre 2008 à Louvain-La-Neuve, Bruxelles, Bruylant, 2010, pp. 527-546

26. Avec Mathias EL BERHOUMI, « Inscrire son enfant dans une école francophone, comment sortir du libre de la jungle ? », *Tijdschrift voor Onderwijsrecht en Onderwijsbeleid*, 2008-2009, pp. 459-476
27. « Le cours de morale entre neutralité et prosélytisme », actes de la table ronde du 25 avril 2009 sur : Neutralité de l'enseignement de la Communauté française mais engagement du professeur de morale ?, *Entre-Vues*, 2009, 43 pages
www.entre-vues.net/DossiersArticles/tabid/617/articleType/ArticleView/articleId/75/La-question-de-la-neutralite-de-l-enseignement-de-la-Communaute-francaise-et-engagement-du-professeur-de-morale.aspx
28. « Le voile à l'école - lecture juridique », dossier accompagnant la pièce de François OST, *Antigone voilée*, Bruxelles, De Boeck, 2009, pp. 131-142
29. « Les décrets relatifs à la neutralité dans l'enseignement belge francophone », dans Bauduin DECHARNEUX et Jose-Luis WOLFS (dir.) *Neutre et engagé, la gestion des diversités culturelles et des convictions dans l'enseignement public belge francophone*, Bruxelles, E.M.E., 2010, pp. 65-95
30. « L'arrêt 'Bressol' relatif à la libre circulation des étudiants : la Cour de justice entre mutisme et soliloque », *Journal de droit européen*, 2010, pp. 214-215
31. « Les acteurs en présence » et « Les pouvoirs organisateurs face à leurs organes de représentation et aux syndicats », dans Bernard DELVAUX et Pierre REMAN, *Jeux d'autonomie dans le système scolaire*, *La Revue nouvelle*, mai-juin 2010, pp. 82-83 et 122-126
32. « La neutralité scolaire à l'épreuve du voile », *La chronique de crise de la Ligue des droits de l'Homme*, septembre-octobre 2010, n° 140, pp. 5-7
33. Avec Sébastien VAN DROOGHENBROECK, « Le droit à l'éducation, obligation positive des États », dans : *L'éducation et les droits de l'homme*, Recueil des cours de l'Institut International des Droits de l'Homme, Strasbourg, 31 pages
34. « Mixité sociale, mixité religieuse : le droit de l'enseignement face à la diversité », dans Julie RINGELHEIM (dir.), *Le droit belge face à la diversité culturelle. Quel modèle de gestion de la pluralité ?*, Bruxelles, Bruylant, 2011, pp. 503-567
35. Avec Mathias EL BERHOUMI, « Les droits en matière d'enseignement », dans Marc VERDUSSEN et Nicolas BONBLED, *Les droits constitutionnels en Belgique - Les enseignements jurisprudentiels de la Cour constitutionnelle, du Conseil d'État et de la Cour de cassation*, Bruxelles, Bruylant, 2011, pp. 1175-1294
36. « Enseignement: l'égalité et la liberté à l'assaut des réseaux », observations sous Cour constitutionnelle, arrêt n° 174/2011, *Administration publique*, 2012/1, pp. 138-146
37. Avec Mathias EL BERHOUMI, « Écoles flamandes de Bruxelles: la préférence linguistique validée », observations sous Cour constitutionnelle, arrêt n° 7/2012 du 18 janvier 2012, *Administration publique*, 2012/2, pp. 385-401
38. « De quelle liberté d'enseignement se soucie le citoyen ? », dans le dossier « Enseignement, une liberté à réinterroger », *La Revue nouvelle*, mars 2013, pp. 51-55
39. Avec Mathias EL BERHOUMI et Luc DETROUX, « La Communauté française ne peut pas accueillir tous les étudiants d'Europe, mais elle doit en prendre fidèlement plus que sa part »,

dans Bénédicte BIEMAR (coord.), *L'enseignement et le droit*, Limal, Anthémis, 2013, pp. 39-68

40. « Les cours de philosophie, les cours philosophiques et les droits de l'homme », dans Jean LECLERCQ (coord.) : *Morale et religion à l'école ? Changeons de paradigme*, actes de la Journée d'études organisée à l'ULB le 29 janvier 2014, Presses universitaires de Louvain, 2015, pp. 97-122
41. « Le sort du cours de morale : activisme juridictionnel contre attentisme politique », observations sous C.E., arrêt n° 226.627 du 6 mars 2014, de Pascale et de Thier, et C.C., arrêt n° 34/2015 du 12 mars 2015, *Administration publique*, 2015/2, pp. 241-265
42. « Les aventures de la citoyenneté à l'école », *Politique, revue de débats*, n° 95, mai-juin 2016, pp. 70-74
43. « La gestion de la diversité à l'école : le 'modèle' belge », dans : *L'expression du religieux dans la sphère publique, comparaisons internationales*, actes du colloque des 2-3 juin 2015 organisé à Paris par les Ministères de l'Intérieur et des Affaires étrangères, *La Documentation française*, 2016, pp. 141-158
44. « La laïcité française prononcée avec l'accent belge », dans « Laïcité, intégration, éducation : La République et son école », actes du XXXVIIIe colloque national de l'Association française des acteurs de l'éducation organisé à Nîmes du 18 au 20 mars 2016, *Administration & Éducation*, 2016/3, pp. 87-94
45. « La gratuité de l'enseignement obligatoire au regard du droit international des droits de l'homme. Audition devant le groupe de travail 'Démocratie scolaire, gratuité et qualité de la vie à l'école' du Pacte pour un enseignement d'excellence », *Revue belge de droit constitutionnel*, 2016/1, pp. 7-25

46. Avec Luc DETROUX et Mathias EL BERHOUMI, direction de : *Les grands arrêts du droit de l'enseignement*, Bruxelles, Larcier, 2017, 827 pages

Dans cet ouvrage, rédaction de :

47. - avec Luc DETROUX et Mathias EL BERHOUMI, « Introduction, l'école du juge », pp. 9-20
48. - avec Mathias EL BERHOUMI, « La liberté en matière de politique du personnel face à l'égalité de traitement », pp. 59-77
49. - avec Mathias EL BERHOUMI, « Le droit de tendance des pouvoirs organisateurs », pp. 78-97
50. - avec Adriaan OVERBEEKE, « Le choix entre l'enseignement d'une des religions reconnues et celui de la morale non confessionnelle », pp. 242-280
51. - avec Louis-Léon CHRISTIANS, « Le contrôle du respect des droits fondamentaux dans les enseignements dispensés », pp. 281-301
52. - avec Mathias EL BERHOUMI et Sébastien VAN DROOGHENBROECK, « L'obligation scolaire », pp. 303-330
53. - avec Béryll DE MAGNÉE, « La gratuité de l'enseignement obligatoire », pp. 364-381
54. - avec Luc DETROUX, « Le statut des professeurs de religion et de morale dans l'enseignement officiel », pp. 563-589
55. Avec Luc DETROUX, « Article 14. Droit à l'éducation », dans : Fabrice PICOD et Sébastien VAN DROOGHENBROECK (dir.), *Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, Commentaire article par article*, Bruxelles, Bruylant, 2018, pp. 303-324
56. « La Belgique francophone accouche douloureusement d'un cours de philosophie et de citoyenneté non désiré par tous », *Revue du droit des religions*, n° 5, mai 2018, pp. 107-132
57. *L'enseignement de la philosophie et l'avenir des cours « philosophique » dans les écoles en Communauté française*, avec des contributions de Christophe D'ALOSIO, Johanna DE VILLERS, Sophie KLIMIS, Étienne MICHEL et Jose-Luis WOLFS, Cahier du CIRC n° 3, septembre 2018, www.circ.usaintlouis.be/la-recherche/home-v3/lescahiers-du-circ/
58. « Une nouvelle source du droit : le *Dress Code* », dans Yves CARTUYVELS et al. (dir.), *Le droit malgré tout, Hommage à François Ost*, Bruxelles, Presses de l'Université Saint-Louis, 2018, pp. 659-706
59. « Cours de philosophie et de citoyenneté. La Cour constitutionnelle adepte du stoïcisme philosophique et de l'égalité citoyenne », observations sous les arrêts 39/18 du 29 mars 2018 et 114/18 du 19 juillet 2018, *Administration publique*, 2018/3, pp. 256-271
60. « Qui la liberté académique délivre-t-elle de qui ? », *Journal des tribunaux*, 2019, pp. 293-305
61. « L'enchâssement du cours de religion dans la Constitution, une nouvelle version de la fable du chêne et du roseau ? », *Tijdschrift voor Onderwijsrecht en Onderwijsbeleid*, numéro anniversaire du Pacte scolaire de 1958 et de la révision constitutionnelle de 1988, 2018-19/4-5, pp. 341-348
62. « La liberté académique par-delà la liberté d'expression », Actes du colloque *Les nouvelles formes de censurer à l'Université* organisé par l'association Qualité de la Science Française le 1^{er} février 2020 à la Sorbonne, Paris, www.qsf.fr/2020/01/21/colloque-qsf-1er-fevrier-2020-programme